



(VAUCLUSE)

## ARRÊTÉ TEMPORAIRE

## LE MAIRE DE LA COMMUNE D'APT

REF: RJ/FM

N° 015143

**Autorisation  
d'occuper le domaine  
public de la  
commune délivrée à  
l'entreprise SUD  
ECRAN afin de  
stationner un  
véhicule d'entreprise  
au droit de  
l'immeuble sis 37  
place du Postel et  
place Jean Jaurès à  
APT (84 400) en  
raison de travaux de  
réfection d'étanchéité  
d'une terrasse et  
réglementant le  
stationnement et la  
circulation.**

Affiché le :

10 SEP. 2025

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles, L.2122-24, L.2131-1 à L.2131-3, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 ;

**VU** le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L.1, L.2121-1, L.2122-1, L.2122-2, L.2122-3, L.3111-1 ;

**VU**, le code de la route, notamment les articles L.110-2, L.411-1, R.110-2, R.411-25 à R.411-28, R.417-10 ;

**VU** le code de la Voirie Routière, notamment les articles L.116-1, L.116-2, L.141-1 et R.116-2 ;

**VU** le code pénal, notamment ses articles R.610-1 et R.610-5 ;

**VU** le code de la justice administrative, notamment les articles L.212-2, R.421-1, R.421-2 et R.421-5 ;

**VU** l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière ;

**VU** la délibération n°2736 relative à l'élection de Madame Véronique ARNAUD-DELOY en tant que Maire ;

**VU** l'arrêté municipal n°13966 du 13 février 2024 réglementant le stationnement et la circulation sur les voies et places constituant une aire piétonne ;

**VU** l'arrêté municipal portant réglementation du stationnement sur le territoire de la commune d'Apt en vigueur ;

**VU** le règlement d'occupation du domaine public en vigueur ;

**VU** la demande en date du 01/09/2025 de l'entreprise **SUD ECRAN** dont le siège social est situé [REDACTED], [REDACTED]

[REDACTED] WARSAILLE, téléphone : [REDACTED] / Mail : [REDACTED] afin d'occuper le domaine public ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales, le maire est tenu de veiller à la sûreté et à la commodité du passage dans les rues et places publiques d'une part, et que d'autre part, il exerce la police de la circulation sur les voies communales en application des articles L.2213-1 et L.2213-2 du même code ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'effectuer des travaux de réfection d'étanchéité d'une terrasse de l'immeuble sis 37 place du Postel ;

**CONSIDERANT** que pour permettre les travaux susmentionnés, il est nécessaire de stationner un véhicule d'entreprise au droit de la façade du bâtiment sis 37 place du Postel uniquement pour le chargement et le déchargement de matériel et de stationner un véhicule d'entreprise place Jean Jaurès ;

**CONSIDERANT** que le stationnement de véhicule donne lieu à une occupation privative du domaine public de la commune d'une part et d'autre part, nécessite la délivrance d'une autorisation ;

**CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire de veiller d'une part, au respect de l'usage du domaine public, et d'autre part, d'assurer la sûreté et la sécurité publiques ;

**CONSIDERANT** que pour ces motifs, il convient d'une part, de

délivrer une autorisation, et d'autre part, de prendre des mesures de protection pour prévenir les accidents pendant la durée de l'autorisation ;

**SUR** proposition du Directeur Général des Services de la commune d'Apt ;

## ARRÊTE

**Article 1 :** L'entreprise **SUD ECRAN** est autorisée à occuper le domaine public de la commune afin de stationner un véhicule d'entreprise au droit de l'immeuble sis 37 place du Postel à Apt (84400) uniquement pour le chargement et le déchargement de matériels, et de stationner un véhicule d'entreprise place Jean Jaurès en raison de travaux de réfection d'étanchéité d'une terrasse.

**Article 2 :** L'occupation du domaine public est accordée dans les conditions suivantes :

**Du 22 septembre 2025 au 26 septembre 2025 de 07 heures 30 à 09 heures 30 :** un véhicule d'entreprise est stationné uniquement pour le chargement et le déchargement de matériels au droit de l'immeuble sis 37 place du Postel.

**Du 22 septembre 2025 au 26 septembre 2025 de 09 heures 30 à 17 heures :** une place de stationnement (emplacement de courte durée dit « arrêt minute ») est réservée place Jean Jaurès pour le stationnement d'un véhicule d'entreprise en raison de travaux de réfection intérieure de l'immeuble sis au n°37 place du Postel.

Une dérogation à l'interdiction de stationner et de circuler place du Postel est accordée à l'entreprise **SUD ECRAN** l'entreprise **SUD ECRAN** pendant toute la durée des travaux.

Une dérogation à l'interdiction de stationner sur les emplacements de courte durée dits « arrêt minute » est accordée à l'entreprise **SUD ECRAN** pendant toute la durée des travaux.

Les travaux sont effectués durant la période autorisée par l'entreprise **SUD ECRAN**, **téléphone :** [REDACTED].

**Les travaux sont interdits entre 11 heures 15 et 14 heures pendant les horaires de service des restaurants.**

Le chantier est matérialisé par des panneaux de signalisation temporaire, protégé par un périmètre de sécurité (panneau de type CF12) et délimité par des barrières.

Les déblais de chantier non utilisés, provenant des travaux sont évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Les matériaux (sable, ciment, matériaux de construction et décombres) et l'utilisation de bétonnière doivent être déposés sur un film en PVC ou sur une bâche de protection.

Le nettoyage de bétonnière et autres ne doivent en aucun cas s'écouler dans les caniveaux ou les réseaux d'eaux pluviales.

Le libre écoulement de l'eau dans les caniveaux doit être parfaitement assuré dans tous les cas.

Toutes dispositions sont prises par l'entreprise pour éviter des chutes de décombres ou de matériaux sur la voie publique, ainsi que la propagation des poussières du chantier. Les mesures de protection nécessaires et réglementaires sont prises par l'entreprise

pour assurer la sécurité des piétons et des tiers.  
En fin de journée, la voie publique doit être parfaitement nettoyée.

**Article 3 :** L'autorisation est délivrée à titre précaire et révocable.  
Elle est personnelle et incessible.

**Article 4 :** La signalisation réglementaire mise en place, le balisage et la protection du chantier sont conformes aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Les panneaux sont fichés au sol. La personne responsable de la signalisation du chantier, qui peut être appelée 24h/24h pour remédier à tout incident pouvant survenir du fait des travaux est :  
**l'entreprise SUD ECRAN, téléphone :** [REDACTED].

**Article 5 :** La signalisation réglementaire est mise en place et entretenue par **l'entreprise SUD ECRAN** en charge des travaux.

**Article 6 :** Tout accident corporel ou matériel ainsi que tous les dégâts, occasionnés sur la voie publique ou sur ses dépendances restent sous la responsabilité du pétitionnaire si celle-ci venait à être recherchée.

**Article 7 :** La présente autorisation peut être retirée à tout moment, si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation ou si le permissionnaire ne respecte pas les prescriptions citées ci-dessus.

**Article 8 :** Le présent arrêté est exécutoire de plein droit dès qu'il a été procédé à sa publication ou affichage ou à sa notification aux intéressés, après la mise en place de la signalisation réglementaire.

**Article 9 :** Toute infraction au présent arrêté sera réprimée conformément à la Loi. Le fait de ne pas respecter les dispositions prévues au présent arrêté en matière de stationnement sera puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe conformément à l'article R.417-10 du code de la route.

**Article 10 :** En application des articles L.325-1 à L.325-3 du code de la route, tout véhicule contrevenant à l'interdiction de stationner prévue au présent arrêté pourra faire l'objet d'une mise en fourrière immédiate, prescrite par l'Officier de police judiciaire territorialement compétent ou par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou qui occupe ces fonctions

**Article 11 :** Le présent arrêté est affiché sur le panneau d'affichage réglementaire de la Mairie durant un délai de 2 mois et sur le chantier pendant toute sa durée.

**Article 12 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. L'absence de réponse dans un délai deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes sis 16 avenue Feuchères - CS 88010 30941 - NÎMES cedex 09, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le

site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 13** : Le Directeur Général des services de la commune d'Apt, le Commandant de la Brigade Territoriale d'Apt de la Gendarmerie Nationale, le chef du service de la voirie, le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié en la forme administrative à l'entreprise **SUD ECRAN**. Il est dressé procès-verbal de cette notification.

Fait à APT, le 02 septembre 2025

Le Maire d'Apt

Véronique ARNAUD-DELOY

